



CSAL du 4 octobre, déclaration liminaire

Monsieur le Président,

Ce CSAL s'ouvre avec à son ordre du jour, entre autres, le bilan de la campagne IR. Nous y reviendrons évidemment lorsque le point sera abordé mais la CGT tient à signaler en avant propos les problèmes récurrents rencontrés par les collègues de l'ESA dans la réalisation de leur mission d'accueil des usagers à la Part Dieu.

Nous avons dénoncé depuis de longs mois une situation tendue liée à des problèmes d'organisation et de sous-effectif. En terme de fonctionnement, la réception sans rendez-vous seulement 4 matins par semaine génère des difficultés dans la gestion des flux qui se traduisent trop souvent pour les agents, par des problèmes pour prendre leur pause méridienne. A ce propos, la demande des agents d'obtenir du matériel de restauration (micro-onde, frigo) dans leur local de replis, n'a toujours pas reçu de réponse favorable de la direction malgré la demande que nous avons portée pour eux.

Nous dénonçons aussi le manque d'effectif de cette équipe dont près du tiers des effectifs a encore été renouvelé au 1^{er} septembre. Visiblement les agents ne souhaitent pas rester sur cette structure et en partent dès que possible. Cela nous interroge. Bien sûr les relations usagers ne sont pas faciles mais au-delà, les problèmes d'organisation de la réception pèsent sur les conditions de travail.

La CGT vous demande, Monsieur le Président, de revenir sur l'ouverture de l'accueil le matin et l'après midi, 5 jours par semaine, avec les effectifs nécessaires pour assurer cette mission essentielle de service public.

GMBI qui a généré d'innombrables appels téléphoniques et e-contacts va entraîner des flux importants d'usagers pour porter réclamation. Cela peut être l'occasion de redimensionner les accueils de la DRFIP et notamment celui de la CAE afin de répondre à la demande des usagers.

La CGT est disponible pour engager une réflexion avec la direction associant les agents pour évaluer les besoins en emplois et en moyens matériels afin d'atteindre cet objectif.

Plus globalement, les problèmes d'effectifs sont de plus en plus criants à la DRFIP. 1 postes d'inspecteur, 78 postes de B et 37 de C sont vacants au 1^{er} septembre. Ce ne sont pas le recrutement d'une vingtaine de vacataires qui suffira à combler ce manque, pas plus que l'affectation de 49 contrôleurs sortis de l'ENFIP qui arriveront au plus tôt en avril 2024.

Ce problème d'effectifs se traduit non seulement par des charges de travail de plus en plus importantes pour les agents, mais aussi par la pression qu'exercent certains chefs de service sur les collègues. Cet été dans plusieurs services des agents ont subi des pressions pour limiter la prise de congés. D'autres, en télétravail, ont été obligés de revenir en présentiel. Dans ces situations la continuité du service ne le justifiait pourtant pas. C'est ainsi que la CGT a soutenu les agents de Lyon Amendes. Elle a également initié une pétition de ceux du SGC de Villefranche, pétition que nous vous remettons dès à présent, et situation que nous évoquerons lors des questions diverses.

Ces situations sont intolérables, les agents n'ont pas à subir une double peine.

La CGT vous demande de rappeler aux chefs de service les règles en la matière, bien assez restrictives en tant que telles. Il n'est pas nécessaire d'en rajouter.

Cette dégradation des conditions de travail dans les services de la DRFIP risque de s'accroître lorsqu'on prend connaissance des orientations du gouvernement pour la préparation du PLF et du PLFSS 2024.

L'objectif annoncé de 15 milliards d'économie pour les dépenses de l'État nous inquiète fortement. Comment cela va-t-il encore se traduire pour la DGFIP ?

Aurons-nous du chauffage cet hiver ?

Nous savons d'ores et déjà que le gouvernement choisit d'augmenter les budgets de l'armée et de la police. Pour ce faire, il passe en force à grand renfort de 49-3 montrant encore une fois un bel exemple de sa volonté de dialogue et de sa capacité d'écoute. Son projet prévoit de doubler les franchises sur les boîtes de médicaments, sur les consultations chez le médecin, et d'augmenter le nombre de jours de carence. En réalité, il s'agit encore une fois de s'en prendre aux salariés, alors même que l'inflation entraîne dans la misère de plus en plus de foyers.

A l'heure actuelle dans notre direction certains agents n'ont toujours pas de logement.

Les salaires restent en berne, les mesurées pour la majorité des fonctionnaires sont loin de combler leurs besoins. L'augmentation de 1,5 % des traitements au 1^{er} juillet ne s'est pas fait sentir. La prime dégressive est loin d'être perçue par tout le monde alors même que nous sommes tous touchés par l'inflation.

La CGT revendique entre autres une augmentation de 25 % du point d'indice correspondant au décrochage de la valeur du point sur l'inflation depuis 2000 et l'indexation sur les prix.

Mais, Monsieur le Président, nous avons bon espoir d'obtenir satisfaction puisqu'une première victoire a été enregistrée en la matière cet été avec l'augmentation d'environ 25 % du traitement des haut-fonctionnaires, par une attribution de 236 à 291 points d'indice supplémentaires en fonction de leur grade.

Dans cet optique, nous appelons tous les agents de la DRFIP à être en grève le 13 octobre prochain, date de la mobilisation européenne et intersyndicale pour l'augmentation des salaires. Nous les appelons à participer à la manifestation qui partira à midi de Bellecour.